

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasília
Mai 2025

Agenda politique

Lula en visite en Chine pour la quatrième fois, pour consolider les liens commerciaux

En Chine du 1 au 13 mai, le président Lula a eu des réunions avec le président chinois Xi Jinping pour renforcer les liens diplomatiques, défendre le multilatéralisme et chercher à obtenir davantage de commerce et d'investissements du pays asiatique dans les infrastructures au Brésil. Les discussions ont notamment porté sur la possibilité pour les Chinois d'installer une usine d'engrais dans le Paraná, ce qui permettrait de réduire la dépendance du Brésil à l'égard des importations d'urée pour son agro-industrie. Les engagements officiels ont commencé lorsque le Brésilien a rencontré le Premier ministre chinois Li Qiang lors d'un séminaire réunissant des hommes d'affaires. Son agenda prévoyait également des entretiens avec des hommes d'affaires du secteur technologique de ce pays asiatique. Le même jour, Lula a participé à un séminaire avec des hommes d'affaires chinois et brésiliens, organisé par Apex. Mardi, le président brésilien a participé à une réunion avec des représentants de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac), ainsi qu'à une rencontre avec Xi Jinping qui a été suivie de la signature d'actes. Lula et Xi ont signé plus de 36 actes dans divers domaines, tels que la technologie, l'agriculture, l'exploitation minière, l'investissement, la finance, les communications, entre autres. (Article [ici](#)).

Commerce

Viande : ABPA et Abiec renforcent leur présence en Asie avec un nouveau bureau en Chine

L'Association brésilienne des protéines animales ABPA et l'Association brésilienne des industries exportatrices de viande ABIEC ont inauguré mercredi 14 mai un bureau commun de représentation à Pékin (Chine), mis en place avec le soutien de l'Agence brésilienne de promotion du commerce et de l'investissement (ApexBrasil). (Article [ici](#))

Ouverture du marché chinois pour les abats de poulet, la viande de canard la viande de dinde et les coproduits de l'industrie de l'éthanol de maïs : poursuite de l'extension des marchés brésiliens en la Chine.

L'Association brésilienne des protéines animales (ABPA) a célébré l'annonce par le ministère brésilien de l'Agriculture et de l'Élevage de l'ouverture du marché chinois aux abats de poulet, de dinde et de canard en provenance des établissements brésiliens. L'annonce a été faite en plein milieu de la mission présidentielle du Brésil en Chine, le plus grand partenaire commercial du Brésil dans le secteur des protéines animales, où plus de 770 000 tonnes de poulet et de porc produits par les industries brésiliennes ont été exportés en 2024.

L'ouverture du marché chinois à trois nouveaux produits avicoles constitue une opportunité pour élargir la base d'exportation, y compris un nouveau segment dans les poulets (cœurs, foies et gésiers), ainsi que deux nouvelles protéines : canards et dindes, évalue le président de l'ABPA, Ricardo Santin. Un autre protocole

a été signé, définissant les exigences phytosanitaires pour l'exportation de coproduits dérivés de l'industrie de l'éthanol de maïs et de la farine d'arachide pour l'alimentation animale (Article [ici](#)).

Xi Jinping voit dans le chemin de fer biocéanique une « alternative au canal de Panama » et enthousiasme le gouvernement Lula

Les membres de la délégation brésilienne qui a accompagné la visite d'État de Lula en Chine ont rapporté que le président Xi Jinping avait souligné l'importance du chemin de fer biocéanique lors de réunions. Un signe, selon les représentants du gouvernement brésilien, que le dirigeant chinois va se rallier au mégaprojet qui traverse le pays et relie les ports de l'Atlantique au Pacifique. Selon la ministre du budget et du plan Simone Tebet, responsable des projets de routes de connectivité sud-américaines, le président chinois a par ailleurs mentionné le chemin de fer comme une alternative à l'incertitude géopolitique créée par la menace du président Donald Trump de reprendre le canal de Panama, au motif que le pays d'Amérique centrale a permis aux entreprises chinoises de contrôler une partie de l'infrastructure. (Article [ici](#)).

Filières

Marfrig annonce sa fusion avec BRF pour créer un leader alimentaire mondial

Marfrig a déclaré jeudi 15 mai qu'elle incorporera toutes les actions émises par BRF qu'elle ne détient pas encore. Selon les entreprises, l'opération donnera naissance à MBRF, une entreprise leader mondiale du secteur de la viande et des aliments transformés, dont les recettes s'élèvent à 152 Mds BRL par an. Une fois la fusion réalisée, BRF, le plus grand producteur de poulets du Brésil et propriétaire des marques Sadia et Perdigão, deviendra une filiale à part entière de Marfrig, qui se concentre sur la viande bovine et sur une partie de ses activités aux États-Unis et au Brésil. Les entreprises prévoient d'augmenter leurs revenus et de réduire leurs coûts d'environ 485 M BRL par an grâce à des pratiques telles que la vente croisée, de réduire leurs dépenses d'environ 320 M BRL par an grâce à la structure commerciale et à la logistique, et d'optimiser leurs impôts de 3 Mds BRL. (Article [ici](#)).

Economie

La Commission européenne reçoit une plainte de la CNA contre un prétendu boycott par des distributeurs français de la viande brésilienne

La Confédération de l'Agriculture et de l'Élevage du Brésil (CNA) a déposé une plainte auprès de la Commission européenne mardi 27 mai demandant l'ouverture d'une enquête formelle contre quatre chaînes de magasins françaises. Selon CNA, Carrefour, Les Mousquetaires, E. Leclerc et la Coopérative U ont promu une campagne de boycott contre la viande brésilienne et celle des autres pays du Mercosur en novembre de l'année dernière. L'action en justice a été déposée à Bruxelles par le vice-président des relations internationales de CNA, Gedeão Pereira ; par la sénatrice Tereza Cristina, vice-présidente du Front parlementaire pour l'agriculture (FPA) ; par la directrice des relations internationales de l'entité, Sueme Mori ; et par le président de la Fédération de l'agriculture et de l'élevage du Mato Grosso do Sul (Famasul), Marcelo Bertoni. La CNA allègue que des détaillants français ont publié des déclarations coordonnées avec des critiques infondées sur la qualité de la viande importée du Brésil, alors que le produit répond aux normes requises par l'Union européenne. (Article [ici](#))

Agriculture et environnement

Un projet vise à accroître les exportations de bio-intrants et de technologies durables

Face à l'augmentation de la production de bio-intrants dans le pays, une initiative a été lancée mardi 27 mai dans le but de renforcer le marché intérieur dans ce secteur. Le programme « Bioinsumos do Brasil » sera développé par l'association des industries des intrants CropLife, en partenariat avec l'Agence brésilienne de promotion du commerce et de l'investissement (ApexBrasil). L'objectif principal est de renforcer la présence des entreprises brésiennes sur le marché international en encourageant les exportations. À travers des rencontres avec

des investisseurs étrangers, les deux organisations impliquées dans le projet ont pour mission de mettre en avant les avantages compétitifs du pays en termes de technologies durables dans le domaine. Lors de la récolte 2024/2025, il a été constaté une augmentation de 13%, par rapport à la période précédente, de la superficie traitée par des intrants biologiques dans tout le pays, ce qui correspond déjà à 156 millions d'hectares, selon les données recueillies par l'entreprise de télécommunications Blink, en partenariat avec CropLife Brasil. Au cours des trois dernières années, la croissance annuelle moyenne de ce secteur au Brésil a été de 22%, soit quatre fois la moyenne mondiale. (Article [ici](#)).

Réaction du Brésil au classement des pays effectué par la Commission européenne dans le cadre du règlement déforestation.

Le gouvernement brésilien a accueilli avec inquiétude la publication par la Commission européenne, le 22 mai, de l'évaluation comparative des pays dans le cadre de la loi contre la déforestation. Le Brésil a été classé dans la catégorie « risque moyen », associée à la déforestation.

Le gouvernement brésilien réitère sa position critique à l'égard de la loi européenne contre la déforestation. Selon lui, cette législation, qui doit entrer en vigueur le 30 décembre 2025, est une mesure unilatérale et discriminatoire qui ne tient pas compte des efforts nationaux et multilatéraux visant à préserver les zones forestières et à lutter contre le changement climatique. La mesure imposerait une charge importante et disproportionnée aux pays qui pratiquent l'agriculture tropicale de manière responsable et durable, comme le Brésil, et a des répercussions encore plus importantes sur les petits producteurs.

En ce qui concerne spécifiquement le processus de classification des risques tel qu'il apparaît dans le droit européen, les critères discrétionnaires pour l'évaluation quantitative et qualitative des pays ont prévalu, sur la base d'un calendrier rétroactif (2015-2020). En particulier, selon le gouvernement brésilien, il est surprenant que la grande majorité des pays qui détiennent et préservent encore les plus grandes zones de forêts tropicales

indigènes de la planète aient été classés dans une catégorie de risque plus élevée que les pays qui pratiquent l'agriculture en climat tempéré.

La liste publiée, la méthodologie et les sources de données utilisées seront examinées en détail par le gouvernement brésilien. Le Brésil indique qu'il continuera d'insister auprès des autorités de l'UE sur l'importance de donner la priorité au dialogue et à la coopération, par la coordination et la consultation des pays en fonction de la nature spécifique de leurs systèmes de production, afin de réduire les conséquences négatives de la mise en œuvre de la loi contre la déforestation et de réduire son impact actuel et futur sur les producteurs et les exportateurs brésiliens. (Article [ici](#))

Actualités sanitaires et phytosanitaires

Premier foyer de maladie du balai de sorcière sur le manioc confirmée au Pará

Le ministère de l'Agriculture (Mapa) a confirmé le premier foyer de maladie du balai de sorcière du manioc dans l'État du Pará. Le cas a été identifié le 15 mai, dans une zone autochtone du parc de Tumucumaque, à l'extrême nord d'Almeirim, à la frontière avec le Suriname.

Cette constatation découle d'une inspection effectuée le 28 avril par des techniciens de l'État. Après un signalement, les professionnels se sont rendus à Aldeia Bona, où ils ont collecté des échantillons de plantes présentant des symptômes suspects. Des tests effectués au Laboratoire fédéral de défense agricole du Goiás ont confirmé la présence du champignon *Ceratobasidium theobromae*. (Article [ici](#))

Le gouvernement confirme l'apparition d'un premier foyer de grippe aviaire dans une exploitation commerciale au Brésil

Le Brésil a enregistré son premier foyer de grippe aviaire (grippe aviaire hautement pathogène, IAHP) dans une exploitation commerciale, a indiqué le ministère de l'agriculture dans un communiqué officiel publié vendredi 16 mai. Le cas a été confirmé le jeudi 15 mai dans un élevage

commercial de volailles à Montenegro, dans la région métropolitaine de Porto Alegre, Rio Grande do Sul, selon le ministère. Le ministère a déclaré une urgence de santé animale dans la municipalité de Montenegro pour 60 jours en raison de la détection du cas. Le statut sanitaire est valable dans un rayon de 10 kilomètres autour du foyer détecté. Par ailleurs, un autre arrêté du ministère, daté du 4 avril, établit un état d'urgence zoosanitaire dans l'ensemble du pays pour une durée de 180 jours en raison de la détection du virus chez des oiseaux sauvages. (Article [ici](#)).

Le MAPA organise un forum sur la résistance aux anti-microbiens

Considérant l'avancement du Plan d'Action National pour la Prévention et le Contrôle de la Résistance aux Antimicrobiens en Agriculture (PAN-BR AGRO), actuellement dans sa 2^{ème} phase (2023-2027), ainsi que les résultats de la 1^{ère} phase du Programme de Surveillance et de Suivi de la Résistance aux Antimicrobiens, le Secrétariat de la Défense Agricole a promu, à Brasília (DF), le Forum I RAM AGRO 2025 – Volailles et Porcs.

À cette occasion, les résultats du programme de surveillance et de suivi ont été présentés au secteur de la production avicole et porcine, représenté par l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA), l'Association brésilienne des éleveurs de porcs (ABCS) et la Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil (CNA). Les entités ont également été invitées à soumettre des observations et des propositions à ce sujet. Il convient également de noter la participation d'entreprises du secteur de la volaille et du porc, qui ont partagé leurs cas, leurs projets et leurs initiatives visant à réduire la nécessité d'utiliser des antimicrobiens dans leurs chaînes de production. BRF S.A., Seara Alimentos, Frimesa et C. Vale Cooperativa Agroindustrial étaient notamment présents. (Article [ici](#))

Brésil : une conflictualité rurale qui reste élevée en 2024 avec une forte hausse des cas de conflits liés à des contamination aux pesticides

La Commission pastorale de la terre (CPT) lance la 39^e édition de la publication

Conflits à la campagne au Brésil, avec des données sur la violence et les actions de résistance à la campagne en 2024. D'après les registres du Centre de documentation Dom Tomás Balduino (Cedoc-CPT), il est possible de constater une baisse de près de 3 % des conflits dans les campagnes par rapport à 2023 (année record), avec 2 185 conflits en 2024 (qui reste le 2^e score le plus élevé depuis 1985) contre 2 250 l'année précédente. Les cas de travail forcé et de résistance ont également diminué, ce qui a contribué à ce que les chiffres globaux des conflits dans les campagnes en 2024 soient inférieurs à ceux de 2023. 78% des conflits sont dus à des litiges sur la propriété des terres. La seconde cause de conflit est l'approvisionnement en eau.

Il est également important de souligner le rôle de la contamination par les pesticides dans l'augmentation des conflits, en particulier dans l'État du Maranhão. Au cours de la dernière année, le nombre d'occurrences de ce type d'infraction a bondi, passant de 32 en 2023 à 276 en 2024, soit une croissance d'environ 762 %. La plupart de ces occurrences ont été signalées dans le Maranhão (228), où les communautés traditionnelles sont confrontées à de graves conséquences à la suite de l'épandage aérien de pesticides. (Article [ici](#))

La Chine reprend les importations depuis cinq usines de soja brésilien

Cinq usines brésiennes qui avaient été mises sous embargo par la Chine en janvier 2025 pour des raisons sanitaires ont été autorisées à reprendre les exportations de soja vers la Chine le 25 avril. (Article [ici](#))

La consommation de produits sans pesticides chimiques augmente dans le pays

Les produits biologiques séduisent les consommateurs par l'absence de pesticides chimiques, de transgéniques et d'antibiotiques dans leur production. La consommation de produits biologiques au Brésil a considérablement augmenté. Selon l'enquête Organix, publiée dans le Site web du Sebrae Paraná, le nombre de consommateurs de produits biologiques

est passé de 15 % en 2017 à 31 % en 2021.
(Article [ici](#))

Le Brésil a été certifié indemne de fièvre aphteuse sans vaccination et devrait gagner de nouveaux marchés pour sa viande

Au moment où le Brésil lutte contre l'influenza aviaire, de bonnes nouvelles arrivent de Paris sur le front sanitaire brésilien. Le pays a été déclaré indemne de fièvre aphteuse sans vaccination par l'OMSA (Organisation mondiale de la santé animale). Désormais, la viande bovine brésilienne pourra atteindre des marchés qui lui étaient jusqu'à présent fermés et exporter depuis des états brésiliens jusqu'à présents bloqués Le Brésil est le deuxième producteur mondial de viande bovine, derrière les États-Unis, et le premier pour les exportations. L'année dernière, 2,9 millions de tonnes ont été mises sur le marché étranger, pour un chiffre d'affaires de 12,9 Mds USD, selon l'Abiec (Association brésilienne des industries exportatrices de viande). (Article [ici](#)).

Focus du mois

Le gouvernement confirme l'apparition d'un premier foyer d'influenza aviaire dans une exploitation commerciale au Brésil

Les autorités brésiliennes ont déclaré jeudi 15 mai 2025 au soir leur premier cas d'IAHP en élevage. La détection a eu lieu dans l'État du Rio Grande do Sul, dans la municipalité de Montenegro à 60 kilomètres de Porto Alegre. Aucun cas n'avait été jusqu'alors confirmé en élevage commercial au Brésil alors que le virus circule régulièrement dans la faune sauvage dans le pays depuis 2023.



Photo : Vide sanitaire en cours dans l'élevage
@Divulgação Seapi

L'exploitation touchée est un élevage de poules pondeuses reproductrices. Il produisait des œufs fécondés destinés à fournir les élevages de poules pondeuses commerciaux pour le renouvellement des troupeaux. Il comptait 17000 volailles. Les mesures d'abattage des volailles restantes ont été mises en place dès vendredi 16 mai ainsi qu'un nettoyage et désinfection de l'élevage concerné. Une zone de surveillance de 10km a été instaurée autour du foyer. Cette zone compte 540 exploitations détenant des volailles qui ont toutes été inspectées par les services vétérinaires, des barrières sanitaires ont également été installées 24h/24 pendant 7 jours avec nettoyage et désinfection des véhicules qui circulent dans la zone.

Les mesures de nettoyage et désinfection ont pris fin le 21 mai clôturant ainsi la gestion du foyer. Un vide sanitaire de 28 jours est désormais en cours dans l'élevage, si à l'issue de ce vide sanitaire aucun autre cas n'est détecté au Brésil, le pays pourra récupérer son statut indemne au regard de la maladie.

Au 31 mai 2025, 12 suspensions sont encore en cours d'investigation dont une seule en élevage commercial. 12 foyers en faune sauvage captive sont également en cours de gestion.

Le Brésil est le 3^e producteur mondiale de viande de volaille au coude à coude avec la Chine et derrière les USA mais il est surtout le 1^{er} exportateur avec 37,9 % des parts de marché, exportant vers 150 pays.

Les principaux marchés pour les exportations brésiliennes en quantité sont la Chine (13,61 %), les Émirats arabes unis (8,8 %), le Japon (8,7 %), l'Arabie saoudite (7,5 %), l'Afrique du Sud (6,8 %), les Philippines (4,4 %) et l'Union européenne (4,3 %). Les principaux États fédérés brésiliens exportateurs de poulet en quantité sont le Paraná (42 %), Santa Catarina (22 %) et Rio Grande do Sul (15 %).

L'influenza aviaire est réglementée au niveau international et, en fonction des accords précédemment négociés avec les pays partenaires commerciaux, les décisions de suspension d'importation diffèrent.

Ainsi au 31 mai 2025, la situation au regard des blocages par les pays partenaires du Brésil est la suivante :

- Suspension totale des exportations de viande de volaille en provenance du Brésil : Chine, Union européenne, Mexique, Irak, Corée du Sud, Chili, Philippines, Afrique du Sud, Jordanie, Pérou, Canada, Uruguay, Malaisie, Argentine, Timor-Oriental, Maroc, Bolivie, Sri Lanka, Pakistan, Albanie, Inde, Macédoine du Nord et Koweït.
- Suspension limitée à l'État du Rio Grande do Sul : Arabie saoudite, Turquie, Royaume-Uni, Bahreïn, Cuba, Monténégro, Kazakhstan, Bosnie-Herzégovine, Tadjikistan, Ukraine, Russie, Biélorussie, Arménie, Kirghizistan, Angola et Namibie.
- Suspension limitée à la municipalité brésilienne de Monténégro (RS) : Émirats arabes unis et Japon.

Si initialement les représentants de la filière avaient tenté de chiffrer les impacts de l'apparition de cette maladie en élevage pour le Brésil et estimé qu'elles pourraient atteindre entre 500 millions et 1 milliards de dollars sur les 12 prochains mois, avec l'absence de nouveau foyer détecté et l'optimisation des chaînes logistiques elles réévaluent les pertes à la baisse à environ 150M de dollars.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, chef du Service économique de Brasília

Rédaction : Bénédicte BENEULT, Pierre-Adrien ROMON, pôle agricole du SER de Brasília Abonnez-vous :

benedicte.beneult@dgtrésor.gouv.fr